

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**CONSEIL MUNICIPAL DU 6 MARS 2025**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**

- en exercice	29
- présents	21 (puis 22, Mme Sourayo OUF arrivant à l'issue du vote de la délibération D.03/03.25)
- votant par procuration	7 (puis 6, Mme Sourayo OUF arrivant à l'issue du vote de la délibération D.03/03.25)
- absent	1
- total des votants	28

xxx

Affichage en mairie et publication sur le site Internet de la Ville de la liste des délibérations examinées en séance faits le 7 mars 2025.

xxx

L'an deux mille vingt-cinq, le six mars, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le vingt-sept février, s'est assemblé en session ordinaire accessible au public dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

**Étaient présents :**

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire,

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, M. Sébastien MORO, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMAÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Evelyne BAILLEUL, Adjointes,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Brigitte POLLET, M. Junior MOUDJIH A FIONG, M. Tarek HAMMAN, Mme Arlette LECACHEUR, M. Patrick WALCZAK, Mme Sylvie DE MILLIANO, M. Patrick CIBOIS, M. Jean-Yves GOGNET, M. Thierry GIMAY, Mme Amel TAKARLI, Mme Sourayo OUF (pour une partie de la séance), Mme Jennifer BEAUMONT, Conseillers Municipaux.

**Excusés :**

Mme Nathalie CASTEL	qui donne pouvoir à	Mme Chantal BEAUDOIN
M. Fabrice LEPAREUX	qui donne pouvoir à	Mme Marie-Hélène LONGO
M. Omar BELGHACHEM	qui donne pouvoir à	M. Kamel BELGHACHEM
M. Johan GONZALEZ	qui donne pouvoir à	Mme Emmanuelle PATIN
Mme Marianne DUHAMEL	qui donne pouvoir à	Mme Christine DÉCHAMPS
Mme Anne-Lise COUTURE	qui donne pouvoir à	Mme Amel TAKARLI
Mme Sourayo OUF	qui donne pouvoir à	Mme Fabienne MANDEVILLE (pour une partie de la séance)

**Absente :**

Mme Michelle DAJON

formant la majorité des membres en exercice.

M. Junior MOUDJIH A FIONG est nommé secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

**Délibération n° : D.08/03.25**

**Objet :** Rapport d'orientation budgétaire et débat  
Exercice 2025

VILLE DE LILLEBONNE  
Réunion du Conseil Municipal  
Séance ordinaire du 06.03.2025

**Délibération n° : D.08/03.25**

**Objet : Rapport d'orientation budgétaire et débat  
Exercice 2025**

Monsieur BELGHACHEM rappelle que l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que "dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette", mais le III de l'article 106, modifié, de la loi NOTRe, impose un cadre budgétaire et comptable défini notamment à l'article L5217-10-4 du CGCT, ainsi rédigé "pour l'application de l'article L2312-1, la présentation des orientations budgétaires intervient dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget".

Ainsi, pour les entités du bloc communal (communes, EPCI...), le délai à respecter entre le débat d'orientation budgétaire et le vote du budget est donc porté de deux mois à dix semaines.

Ce rapport donne lieu à un débat au sein du Conseil Municipal, dans les conditions fixées du règlement intérieur du Conseil Municipal. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2312-1,

Vu le Code Général des Collectivité Territoriales et notamment son article L5217-10-4,

Vu le règlement intérieur du Conseil Municipal (article 13) adopté par délibération n°D.82/09.20 en date du 17 septembre 2020 et modifié par avenants (délibérations du Conseil Municipal n° D.76/09.22 du 29/9/22, n°D.80/11.23 du 30/10/23, n°D.01/02.24 et n°D.03/03.25),

Le Conseil Municipal est invité :

- à prendre acte que lui a été présenté le Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année 2025,
- à prendre acte que ce rapport a donné lieu, en son sein, à un débat.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE QUE LE RAPPORT  
SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ANNEE 2025 LUI A ETE PRESENTÉ  
ET QUE CE RAPPORT A DONNÉ LIEU A UN DÉBAT.**

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.  
Pour extrait certifié conforme,

Le Maire de Lillebonne,



Christine DÉCHAMPS.

Le secrétaire de séance,

Junior MOUDJH A FIONG.



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

VILLE DE LILLEBONNE





## 1) LE CONTEXTE NATIONAL

Après un Projet de Loi de Finances (PLF) 2025 présenté fin 2024 par le gouvernement Barnier, marqué par une volonté de redressement des comptes publics de 60 Mds d'euros et une réduction du déficit public en 2025 à 5 % du PIB (Produit Intérieur Brut), le 1<sup>er</sup> ministre, François Bayrou, ambitionne de réduire le déficit public à 5,4% du PIB en 2025. L'effort demandé est moindre mais il s'élève tout de même à 50 Mds d'euros, répartis entre 30 Mds d'euros de baisse des dépenses et 20 Mds de hausse d'impôts. Quant à la dette publique, elle devrait atteindre 115,5 % du PIB.

	2023	2024 (estimation)	2025 (prévision)
<b>Taux de croissance du PIB (%)</b> Source Insee	0,9	1,1 (INSEE – dec 2024)	0,9 (INSEE – dec 2024)
<b>Taux d'inflation (%)</b> Source Insee	4,9	1,8	1,6 (Banque de France – dec 2024)
<b>Taux de chômage (%)</b> Source INSEE	7,5	7,4 (Banque de France – dec 2024)	7,8 (Banque de France – dec 2024)
<b>Taux d'intérêt OAT 10 ans (OAT : obligations assimilables du Trésor)</b> Source OCDE	3,0	2,83 (décembre 2024)	2,73 (décembre 2024)
<b>Déficit public (% du PIB – pour rappel, plafond Maastricht : 3%)</b> Source Insee	5,5	6,0	5,4 (prévision gouvernement)
<b>Dette publique (% du PIB)</b> Source INSEE	110,6	112,9 (prévision gouvernement)	115,5 (prévision gouvernement)
<b>Taux de prélèvement obligatoire (% du PIB)</b> Source Insee	43,2	42,8 (prévision gouvernement)	43,6 (prévision gouvernement)



## **PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES (LFI) 2025**

### **CONCERNANT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

L'effort initial de 5 Mds d'euros demandé aux collectivités pour participer au redressement budgétaire est ramené à 2,2 Mds d'euros. S'ajoute à cet effort, dans le cadre du PLFSS (Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale) une augmentation des cotisations CNRACL de + 3 points sur 4 ans, soit 12 points d'ici 2028.

Voici donc les principales mesures de ce nouveau PLF 2025 :

- Le dispositif de mise en réserve des recettes appelé le "Dilico" doit permettre de faire économiser 1 Mds d'euros à l'État en 2025 contre les 3 Mds initialement prévus. 2 099 collectivités devraient être concernées par ce dispositif (soit 4 fois plus que le 1er dispositif). Ce dispositif ponctionnerait les recettes des communes et EPCI à hauteur de 500 M d'euros, les départements à 220 M d'euros et les régions à 280 M d'euros.
- Confirmation du gel de la fraction de TVA en 2025 due aux collectivités. En effet, le plafonnement de l'évolution annuelle des recettes de TVA distribuées à ces dernières, afin de compenser notamment la suppression de la CVAE, ferait perdre 1,2 Mds d'euros aux collectivités.



- Maintien en l'état actuel du FCTVA, pas d'abaissement de son taux à 14,85% au lieu de 16,404% et d'exclusion des dépenses de fonctionnement de l'assiette d'éligibilité.
- La DGF quant à elle ne sera augmentée que de 150 M d'euros. Cette augmentation proviendra d'une minoration des crédits de la DSIL.
- L'augmentation des dotations de péréquation est maintenue au même titre que 2024. Il est donc prévu une majoration de 290 M d'euros, soit 140 M pour la DSU et 150 M pour la DSR. Cette augmentation sera financée par un prélèvement sur la dotation forfaitaire.
- Le montant des dotations d'investissement ne sont plus sanctuarisés comme l'avait promis le gouvernement Barnier avec la baisse de la DSIL de 150 M au profit de la DGF. Seules la DETR et la DSID le seront.
- Le montant global du Fonds vert sera bien en baisse par rapport aux 2,5 Mds de la LF 2024, son montant s'élèvera à 1,1 Mds d'euros.



Autres mesures du PLF 2025 :

- 487 M d'euros de minoration des variables d'ajustement, grevant le montant total des concours financiers de l'Etat aux collectivités, avec notamment la réduction de 202 M d'euros de la DCRTP du bloc communal.
- Report de la suppression de la CVAE au regard du contexte budgétaire : elle est reportée et reprendra dans 3 ans pour une extinction totale en 2030 et non plus en 2027.
- Les Départements pourront relever le plafond des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) de 0,5 points, et passer de 4,5% à 5% durant une période transitoire de 3 ans.
- Baisse de l'indemnisation des arrêts maladie des fonctionnaires de courte durée. L'indemnisation sera portée à 90% au lieu de 100%. Par contre, la demande de rallonger la période de carence de 1 à 3 jours a été rejetée par le SENAT.



## 2) LE CONTEXTE LOCAL

### Rappel des données du territoire

- Le taux de chômage des 15 à 64 ans, à Lillebonne, était de 12 % en juin 2023 (source : ABS du CCAS - septembre 2023), contre un taux de chômage national de 7,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (source : INSEE).
- En 2020, le revenu médian par habitant (médiane du revenu disponible par unité de consommation) s'élevait à 18 852 € (source : ABS du CCAS-septembre 2023). En 2022 le revenu médian national s'élevait à 24 330 € (source : INSEE).
- En 2023, la Ville comptait 5 249 foyers fiscaux dont seulement 32,98 % assujettis à l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP), contre 44,77 % en moyenne nationale (source : impots.gouv.fr, année 2023 sur revenus 2022).



- En 2024, la Ville comptait 47,18 % de logements sociaux sur l'ensemble de son parc (source : fiche individuelle DGF 2024) alors qu'au niveau national, la moyenne était de 17,4 % de logements sociaux sur le parc des logements des villes,
- En 2020, le taux de pauvreté s'élevait à 20 %, contre 14,3 % au niveau national (source INSEE). Le nombre de foyers allocataires CAF était de 2 145, dont 20 % de familles monoparentales. 41 % de ces foyers allocataires sont des foyers à bas revenus (soit – de 1 071 € par mois et par unité de consommation) et 29 % des allocataires percevaient le RSA (Revenu de Solidarité Active),
- Depuis 2024, le quartier du Clairval est entré en QPV (Quartier Prioritaire de la politique de la Ville). L'établissement d'un contrat tripartite entre l'Etat, Caux Seine agglo (Csa) et la Ville devra permettre d'actionner de nouveaux leviers de cohésion sociale et de développement économique.



## Les mesures locales impactant le budget de la commune

- L'entrée du quartier du Clairval en QPV (Quartier Prioritaire de la Ville) génère une exonération de la TFPB d'environ 100 000€ en faveur des bailleurs sociaux qui sera compensée à hauteur de 40%, soit un reste à charge d'environ 33 000 euros.
- La fermeture d'unités de production de la société EXXON CHEMICAL France n'aura pas d'impact immédiat mais se traduira par une perte de fiscalité d'environ 500 000 euros par an à partir du démantèlement.
- Au vu des mesures de la LF 2025, les ponctions de l'agglomération, du département et la région auront certainement des conséquences sur les financements de la ville pour ses projets.



# ANALYSE BUDGÉTAIRE RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE\*

\*Les prospectives sont réalisées avec l'aide du logiciel Finance Active, en fonction des différents scénarios créés par la collectivité qui ne sont qu'une aide à la décision.



## I) Recettes réelles de fonctionnement

### Evolution des recettes de gestion

	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	Evolution		En € par hab.		Moyenne 2023
										2023/2024	2019-2024	(8 904)	strate *	
70-Produits des services du domaine	1 053 950 €	827 959 €	809 459 €	834 380 €	893 661 €	972 606 €	850 040 €	858 540 €	867 126 €	8,83%	-1,54%	100 €	101 €	
73- Impôts et taxes	9 516 549 €	9 520 573 €	9 583 779 €	9 586 601 €	9 586 936 €	9 585 959 €	9 585 815 €	9 585 815 €	9 585 815 €	-0,01%	0,15%	1 077 €	882 €	
731 - Fiscalités locales	6 051 374 €	6 257 586 €	3 670 072 €	4 222 427 €	4 218 654 €	4 141 635 €	4 013 585 €	4 213 703 €	4 280 121 €	-1,83%	-6,31%	474 €	474 €	
74-Dotations et participations	924 517 €	1 145 546 €	3 610 738 €	3 953 265 €	4 143 138 €	4 575 021 €	4 327 348 €	4 387 586 €	4 464 619 €	10,42%	78,97%	465 €	267 €	
75- Autres produits de gestion courante	143 654 €	148 466 €	163 333 €	128 696 €	130 932 €	404 061 €	117 000 €	100 000 €	100 000 €	208,60%	36,25%	15 €	35 €	
Autres recettes de gestion (remb. JJ du personnel)	56 491 €	41 431 €	51 894 €	125 552 €	47 175 €	50 743 €	33 000 €	33 000 €	33 000 €	7,56%	-2,03%	5 €	15 €	
<b>Recettes de gestion</b>	<b>17 746 534 €</b>	<b>17 941 562 €</b>	<b>17 889 275 €</b>	<b>18 850 920 €</b>	<b>19 020 497 €</b>	<b>19 730 025 €</b>	<b>18 926 788 €</b>	<b>19 178 644 €</b>	<b>19 330 681 €</b>	<b>3,73%</b>	<b>2,24%</b>	<b>2 136 €</b>	<b>1 299 €</b>	

\* source Banque Postale Rétrospective 2018-2023

\*\* chiffres non définitifs

### ■ Hypothèses retenues 2025-2027:

Chapitre 70 – Pour 2025, les produits des services ont été chiffrés selon le prévisionnel des services, puis +1% par an.

Chapitre 73 – Depuis le passage en nomenclature M57 ce chapitre est décomposé. Il ne reste dans ce chapitre que le FNGIR, l'attribution de compensation et la DSC (Dotation de Solidarité Communautaire).

Chapitre 731 – Pas d'augmentation du taux de la fiscalité, évolution des bases fiscales de 1,7 % pour 2025, puis +1,8 % en 2026 et +1,7 % en 2027 selon la prévision de l'IPCH par la banque de France.

Chapitre 74 – Maintien de la DSU et de la DSR pour 2025 et les années suivantes. Baisse de la DCRTP selon la LF 2025 et pour les années suivantes.

Chapitre 75 et autres recettes de gestion – La hausse des produits de gestion courante pour 2024 s'explique par les écritures d'annulation de rattachement, auparavant faites sur le chapitre 77, qui ont été basculées sur ce chapitre depuis la mise en place de la nouvelle nomenclature M57.

Les autres recettes de gestion ont augmenté en 2022 suite à un rattrapage des indemnités journalières non perçues depuis 2019. Elles sont estimées à la baisse pour les années suivantes.



## 2) Dépenses réelles de fonctionnement

### Evolution des Dépenses de gestion

	Evolution										Evolut°		Moyenne 2023
	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	2023/2024	2019-2024	En € par hab. (8 904)	
011 - Charges à caractère général	3 556 801 €	3 093 260 €	3 423 958 €	4 016 097 €	4 421 155 €	3 962 088 €	4 528 820 €	4 735 339 €	4 693 325 €	-10,38%	2,28%	497 €	315 €
012 - Charges de personnel	7 883 391 €	7 763 268 €	7 945 514 €	8 213 053 €	8 504 271 €	8 715 028 €	8 880 738 €	8 969 545 €	9 059 241 €	2,48%	2,11%	955 €	643 €
014 - Autres dépenses de gestion	210 843 €	211 261 €	213 497 €	196 507 €	198 330 €	197 570 €	201 500 €	201 500 €	201 500 €	-0,38%	-1,26%	22 €	25 €
65 - Autres charges de gestion courante	2 702 487 €	2 712 422 €	2 739 890 €	2 731 674 €	2 887 729 €	3 028 961 €	3 067 523 €	3 074 298 €	3 081 195 €	4,89%	2,42%	324 €	119 €
↳ dont participation au CCAS	805 125 €	808 872 €	814 386 €	748 220 €	802 197 €	872 664 €	904 415 €			8,78%	1,68%	90 €	
↳ dont participation aux budgets annexes	25 000 €	61 000 €	99 000 €	71 500 €	120 000 €	115 500 €	85 500 €			-3,75%	72,40%	13 €	
↳ dont subventions aux associations	1 285 398 €	1 261 711 €	1 252 672 €	1 289 898 €	1 288 988 €	1 323 625 €	1 366 385 €			2,69%	0,59%	145 €	
↳ autres (licences informatique, indemnités élus, adm. non valeurs, contribution SDIS, boutiques test...)	587 018 €	580 840 €	573 832 €	622 056 €	676 544 €	717 172 €	711 223 €			6,01%	4,43%	76 €	
<b>Dépenses de gestion</b>	<b>14 353 522 €</b>	<b>13 780 211 €</b>	<b>14 322 858 €</b>	<b>15 157 330 €</b>	<b>16 011 485 €</b>	<b>15 903 647 €</b>	<b>16 678 581 €</b>	<b>16 980 682 €</b>	<b>17 035 261 €</b>	<b>-0,67%</b>	<b>2,16%</b>	<b>1 798 €</b>	<b>1 102 €</b>

\* source Banque Postale Retrospective 2018-2023

\*\* chiffres non définitifs

### ■ Hypothèses retenues 2025-2027:

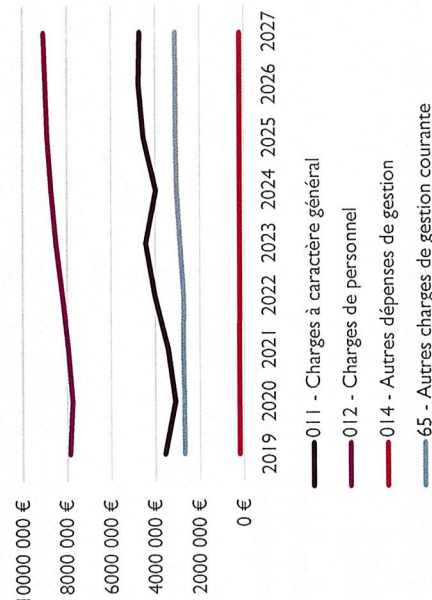
Chapitre 011 – nouvelle diminution des fluides pour 2025 par rapport au BP 2024. Années 2025 et 2027 sans "les Julibonales", puis évolution de +1,8 % par an,

Chapitre 012 – augmentation du taux de cotisation CNRACL de 3 points selon le PLF 2025 puis maintien d'une logique de GVT (Glissement Vieillessement Technicité) à 1 % par an.

Chapitre 014 – continuité du FPIC (Fond national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes) dérogatoire,

Chapitre 65 – légère augmentation de l'enveloppe des subventions par rapport au BP 2024, le montant de subvention pour le budget annexe CCAS est réévalué et celui du budget Restauration revu à la baisse suite à l'externalisation du portage en cours d'année 2025.

### Evolution des dépenses par chapitre





### 3) Capacité d'autofinancement (CAF)

La Capacité d'Autofinancement (CAF) correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. Elle mesure la capacité de la collectivité à dégager des ressources sur son fonctionnement courant afin de financer l'investissement CAF = épargne brute

#### Soldes intermédiaires de gestion

	2019		2020		2021		2022		2023		2024**		2025		2026		2027		Evolut° annuelle		Moyenne		
	2019	2020	2020	2021	2021	2022	2022	2023	2023	2024	2024	2025	2025	2026	2026	2027	2027	2028	2028	2019-2023	2019-2023	2023 hab.	2023 strate *
Recettes de gestion	17 746 534 €	17 941 562 €	17 889 275 €	18 850 920 €	19 020 497 €	19 730 025 €	18 926 788 €	19 178 644 €	19 330 681 €	19 730 025 €	18 926 788 €	19 178 644 €	19 330 681 €	19 730 025 €	18 926 788 €	19 178 644 €	19 330 681 €	19 730 025 €	19 330 681 €	3,73%	2,24%	2 136 €	1 299 €
Dépenses de gestion	14 353 522 €	13 780 211 €	14 322 858 €	15 157 330 €	16 011 485 €	15 903 647 €	16 678 581 €	16 980 682 €	17 035 261 €	15 903 647 €	16 678 581 €	16 980 682 €	17 035 261 €	15 903 647 €	16 678 581 €	16 980 682 €	17 035 261 €	15 903 647 €	17 035 261 €	-0,67%	2,16%	1 798 €	1 102 €
<b>Epargne de gestion</b>	<b>3 393 012 €</b>	<b>4 161 351 €</b>	<b>3 566 417 €</b>	<b>3 693 590 €</b>	<b>3 009 012 €</b>	<b>3 826 378 €</b>	<b>2 248 207 €</b>	<b>2 197 962 €</b>	<b>2 295 420 €</b>	<b>3 826 378 €</b>	<b>2 248 207 €</b>	<b>2 197 962 €</b>	<b>2 295 420 €</b>	<b>3 826 378 €</b>	<b>2 248 207 €</b>	<b>2 197 962 €</b>	<b>2 295 420 €</b>	<b>3 826 378 €</b>	<b>2 295 420 €</b>	<b>27,16%</b>	<b>2,55%</b>	<b>338 €</b>	<b>197 €</b>
Résultat financier	-325 938 €	-293 931 €	-242 025 €	-232 481 €	-272 902 €	-328 674 €	-354 093 €	-342 463 €	-340 351 €	-328 674 €	-354 093 €	-342 463 €	-340 351 €	-328 674 €	-354 093 €	-342 463 €	-340 351 €	-328 674 €	-340 351 €	20,44%	0,17%	-31 €	-19 €
↳ dont intérêts	332 815 €	294 726 €	251 779 €	238 669 €	278 991 €	335 169 €	360 493 €	348 863 €	346 751 €	335 169 €	360 493 €	348 863 €	346 751 €	335 169 €	360 493 €	348 863 €	346 751 €	335 169 €	346 751 €	20,14%	0,14%	31 €	19 €
Résultat exceptionnel hors cessions	27 335 €	27 827 €	62 741 €	11 826 €	30 958 €	11 744 €	-4 000 €	-4 000 €	-4 000 €	30 958 €	11 744 €	-4 000 €	-4 000 €	30 958 €	11 744 €	-4 000 €	-4 000 €	30 958 €	-4 000 €	-62,07%	-11,41%	3 €	3 €
↳ dont produits exceptionnels hors cession	34 725 €	52 979 €	67 741 €	30 166 €	94 714 €	12 955 €	0 €	0 €	0 €	94 714 €	12 955 €	0 €	0 €	94 714 €	12 955 €	0 €	0 €	94 714 €	0 €	-86,32%	-12,54%	11 €	9 €
↳ dont charges exceptionnelles	7 391 €	25 152 €	5 000 €	18 339 €	63 756 €	1 211 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €	63 756 €	1 211 €	4 000 €	4 000 €	63 756 €	1 211 €	4 000 €	4 000 €	63 756 €	4 000 €	-98,10%	-16,72%	7 €	6 €
<b>Epargne brute hors cessions</b>	<b>3 094 409 €</b>	<b>3 895 247 €</b>	<b>3 387 133 €</b>	<b>3 472 935 €</b>	<b>2 767 068 €</b>	<b>3 509 448 €</b>	<b>1 890 114 €</b>	<b>1 851 499 €</b>	<b>1 951 069 €</b>	<b>3 509 448 €</b>	<b>1 890 114 €</b>	<b>1 851 499 €</b>	<b>1 951 069 €</b>	<b>3 509 448 €</b>	<b>1 890 114 €</b>	<b>1 851 499 €</b>	<b>1 951 069 €</b>	<b>3 509 448 €</b>	<b>1 951 069 €</b>	<b>26,83%</b>	<b>2,68%</b>	<b>311 €</b>	<b>182 €</b>
Remboursement du capital courant	1 317 706 €	1 398 262 €	1 451 340 €	1 508 219 €	1 558 078 €	1 739 802 €	1 875 375 €	1 795 553 €	1 676 138 €	1 739 802 €	1 875 375 €	1 795 553 €	1 676 138 €	1 739 802 €	1 875 375 €	1 795 553 €	1 676 138 €	1 676 138 €	11,66%	6,41%	175 €	94 €	
<b>Epargne nette hors cessions</b>	<b>1 776 703 €</b>	<b>2 496 985 €</b>	<b>1 935 793 €</b>	<b>1 964 716 €</b>	<b>1 208 990 €</b>	<b>1 769 645 €</b>	<b>14 739 €</b>	<b>55 946 €</b>	<b>274 931 €</b>	<b>1 769 645 €</b>	<b>14 739 €</b>	<b>55 946 €</b>	<b>274 931 €</b>	<b>1 769 645 €</b>	<b>14 739 €</b>	<b>55 946 €</b>	<b>274 931 €</b>	<b>274 931 €</b>	<b>46,37%</b>	<b>-0,08%</b>	<b>136 €</b>	<b>87 €</b>	
Résultat N-1	1 735 205 €	1 459 505 €	2 227 488 €	1 659 823 €	1 976 168 €	1 355 063 €	2 200 000 €	400 000 €	400 000 €	1 976 168 €	1 355 063 €	2 200 000 €	400 000 €	1 355 063 €	2 200 000 €	400 000 €	400 000 €	400 000 €					
<b>Epargne nette avec résultat</b>	<b>3 511 907 €</b>	<b>3 956 490 €</b>	<b>4 163 281 €</b>	<b>3 624 539 €</b>	<b>3 185 158 €</b>	<b>3 124 708 €</b>	<b>2 024 739 €</b>	<b>455 946 €</b>	<b>674 931 €</b>	<b>3 124 708 €</b>	<b>2 024 739 €</b>	<b>455 946 €</b>	<b>674 931 €</b>	<b>3 124 708 €</b>	<b>2 024 739 €</b>	<b>455 946 €</b>	<b>674 931 €</b>	<b>674 931 €</b>					

\* source Banque Postale Rétrospective 2018-2023

\*\* chiffres non définitifs

#### Ratios de structure

	2019		2020		2021		2022		2023		2024**		2025		2026		2027		Moyenne		
	2019	2020	2020	2021	2021	2022	2022	2023	2023	2024	2024	2025	2025	2026	2026	2027	2027	2028	2028	2019-2023	2019-2023
Taux d'épargne de gestion	19,07%	23,12%	19,85%	19,56%	15,24%	20,01%	11,87%	11,46%	11,87%	20,01%	11,87%	11,46%	11,87%	20,01%	11,87%	11,46%	11,87%	11,87%	15,20%		
Taux d'épargne brute	17,40%	21,65%	18,85%	18,39%	14,47%	18,35%	9,98%	9,65%	10,09%	18,35%	9,98%	9,65%	10,09%	18,35%	9,98%	9,65%	10,09%	10,09%	14,00%		
Taux d'épargne nette	9,99%	13,88%	10,77%	10,40%	6,32%	9,25%	0,08%	0,29%	1,42%	9,25%	0,08%	0,29%	1,42%	9,25%	0,08%	0,29%	1,42%	1,42%	6,70%		
Taux d'épargne nette avec résultat	19,74%	21,99%	23,17%	19,19%	16,66%	16,34%	11,70%	2,38%	3,49%	16,66%	11,70%	2,38%	3,49%	16,66%	11,70%	2,38%	3,49%	3,49%			

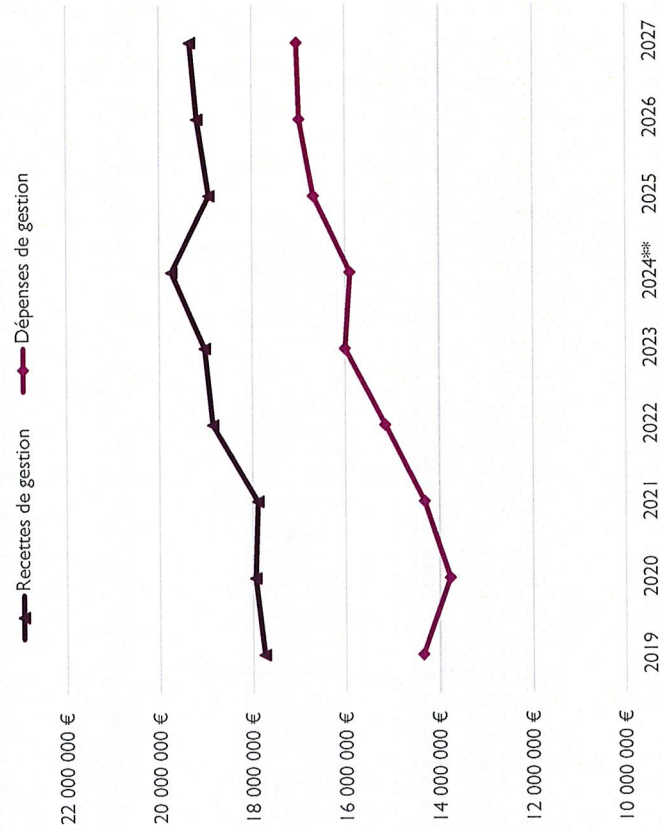
\* source Banque Postale Rétrospective 2018-2023



**L'épargne de gestion :**

- mesure l'autofinancement dégagé par la Ville sur ses dépenses courantes (différence entre les recettes et les dépenses),
- rembourse le capital et les intérêts de la dette et finance les investissements en évitant de recourir à l'emprunt.

Simulation évolution de l'épargne





## 4) Recettes réelles d'investissement

### Evolution des recettes d'investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	Evolution	Evolut°	En € par	Moyenne
										2023/2024	annuelle	hab.	2023
												(8 904)	strate *
Chap 10 - Dotations, fonds divers, hors excédent	412 236 €	364 415 €	764 439 €	383 984 €	455 581 €	543 269 €	319 000 €	860 000 €	1 730 894 €	19,25%	6,36%	194 €	66 €
Chap 13 - Subventions d'investissement	239 706 €	130 711 €	176 089 €	225 436 €	478 927 €	603 671 €	200 000 €	350 000 €	100 000 €	26,05%	30,37%	11 €	85 €
Chap 16 - Emprunts et dettes assimilées	1 400 800 €	800 000 €	0 €	1 000 000 €	1 200 000 €	2 000 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	66,67%	8,56%	168 €	90 €
Autres recettes d'investissement (dont caution)	276 825 €	78 €	4 202 €	984 €	0 €	0 €						0 €	21 €
<b>Recettes d'investissement</b>	<b>2 329 567 €</b>	<b>1 295 205 €</b>	<b>944 729 €</b>	<b>1 610 404 €</b>	<b>2 134 508 €</b>	<b>3 146 940 €</b>	<b>2 019 000 €</b>	<b>2 710 000 €</b>	<b>3 330 894 €</b>	<b>47,43%</b>	<b>7,02%</b>	<b>374 €</b>	<b>262 €</b>

\* source Banque Postale Retrospective 2018-2023

\*\* chiffres non définitifs

### A ces montants s'ajoute l'autofinancement :

	2025	2026	2027
Epargne brute	1 890 114 €	1 851 499 €	1 951 069 €
Résultat N-1	2 200 000 €	400 000 €	400 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>6 109 114 €</b>	<b>4 961 499 €</b>	<b>5 681 963 €</b>

### Hypothèses retenues 2025-2027:

- Chapitre 10 – le montant du FCTVA varie selon le montant des dépenses d'équipement N-2, ce qui explique la baisse prévue pour 2025 et ensuite la hausse en 2026 et 2027 et le maintien chaque année de la taxe d'aménagement à 40 000 €,
- Chapitre 13 – hausse des subventions en 2024 suite aux sollicitations de financements pour le projet Bigot pour environ 3 M d'euros. La différence se trouve dans les RAR (Restes à Réaliser 2025)
- Chapitre 16 – recours à l'emprunt au regard des projets Bigot et Carnot sur 2024 et 2025.

N'apparaissent pas dans ce tableau les excédents de fonctionnement capitalisés.



## 5) Dépenses réelles d'investissement

### Evolution des Dépenses d'investissement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	Evolution 2023/2024	Evolut° annuelle 2019-2024	En € par hab. (8 904)	Moyenne 2023 strate *
	Dépenses d'équipement	4 440 498 €	2 186 178 €	3 189 863 €	3 586 547 €	2 390 288 €	5 279 803 €	4 204 239 €	3 136 446 €	3 976 325 €	120,89%	3,78%	512 €
Subventions d'équipement versées	1 145 853 €	382 131 €	1 411 474 €	81 526 €	69 832 €	42 160 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	-39,63%	-19,26%	1 €	12 €
Autres dépenses	278 594 €	29 710 €	19 888 €	95 272 €	8 062 €	12 495 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €	54,99%	-19,10%	2 €	13 €
Remboursement capital de la dette	1 317 706 €	1 398 262 €	1 451 340 €	1 508 219 €	1 558 078 €	1 739 802 €	1 875 375 €	1 795 553 €	1 676 138 €	11,66%	6,41%	184 €	94 €
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>7 182 650 €</b>	<b>3 996 280 €</b>	<b>4 802 565 €</b>	<b>5 271 565 €</b>	<b>4 026 260 €</b>	<b>7 074 261 €</b>	<b>6 109 114 €</b>	<b>4 961 499 €</b>	<b>5 681 963 €</b>	<b>75,70%</b>	<b>-0,30%</b>	<b>699 €</b>	<b>489 €</b>

\* source Banque Postale Rétrospective 2018-2023

\*\* chiffres non définitifs

### Hypothèses retenues 2025-2027:

L'ensemble des projections de recettes d'investissement est imputé sur les dépenses d'équipement.

Les subventions d'équipement ne représentent plus que la subvention d'investissement à l'Association Culturelle Juliobona (ACJ) conformément au plan pluriannuel d'investissement de la convention triennale d'objectifs et de moyens. Les participations dans le cadre de l'ORFO/AVAP, aides aux énergies sont basculées en fonctionnement depuis le passage en nomenclature M57.

Les autres dépenses correspondent au reversement de 0,75 % de la taxe d'aménagement à Caux Seine agglo.

## 6) L'évolution de l'endettement

Endettement	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	Moyenne annuelle	En € par hab (8 904)	Moyenne 2023 strate*
	Emprunts nouveaux	1 400 000 €	800 000 €	0 €	1 000 000 €	1 200 000 €	2 000 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 000 €	1 266 667 €	168 €
Emprunts mobilisés							2 000 000 €				0 €	1 €
Amortissement du capital courant	1 317 706 €	1 398 262 €	1 451 340 €	1 508 219 €	1 558 078 €	1 739 802 €	1 875 375 €	1 795 553 €	1 692 099 €	1 595 116 €	190 €	94 €
Flux net dette	82 294 €	-598 262 €	-1 451 340 €	-508 219 €	-358 078 €	260 198 €	-375 375 €	-295 553 €	-192 099 €	-328 449 €	-22 €	-5 €
Encours de dette	11 937 783 €	11 339 520 €	9 888 180 €	9 379 961 €	9 021 883 €	9 282 080 €	10 906 705 €	10 611 152 €	10 899 443 €	10 471 900 €	1 224 €	855 €

\*source Banque Postale Rétrospective 2018-2023 sur une base calculée de 214 données

\*\*montants non définitifs

Ratios	2019	2020	2021	2022	2023	2024**	2025	2026	2027	Moyenne 2023 strate *
	Capacité de désendettement en années	3,9	2,9	2,9	2,7	3,3	2,6	5,8	5,7	5,3
Taux d'endettement	67,11%	63,01%	55,04%	49,64%	47,18%	47,00%	57,60%	55,31%	53,96%	65,90%
Taux de vieillissement théorique de la dette	11,04%	12,33%	14,88%	16,08%	17,27%	18,74%	17,19%	16,92%	16,06%	11,00%
Intérêts/dépenses de fonctionnement	2,26%	2,09%	1,73%	1,55%	1,71%	2,06%	2,12%	2,01%	1,99%	1,70%
Annuité/receffes de fonctionnement	9,28%	9,41%	9,48%	9,25%	9,61%	10,51%	11,81%	11,18%	10,46%	8,70%

### Capacité de désendettement :

**Endettement faible:** < à 5 ans  
 Endettement moyen : > à 5 ans et < à 10 ans  
 Endettement critique: > à 10 ans et < à 15 ans  
 Endettement fort : > à 15 ans

La Ville de Lillebonne se situe dans la catégorie *endettement faible*, avec une capacité de désendettement de 2,6 ans en 2024, ce qui représente le triple intérêt de :

- 1) constituer des marges de manœuvre en matière de financement pour l'avenir,
- 2) maximiser la notation bancaire de la Ville et garantir ainsi l'obtention d'emprunts à des conditions favorables,
- 3) ne pas grever excessivement la section d'investissement.



## 7) Les marges de manœuvre en matière d'endettement

Année	Intérêts *	Capital	Annuité	Capital restant dû au 31/12	Emprunt voté au BP	Emprunt mobilisé au CA	Flux de la dette
2018	336 750,22 €	1 322 379,38 €	1 659 129,60 €	11 866 571,52 €	1 900 000,00 €	2 113 000,00 €	790 620,62 €
2019	332 815,46 €	1 317 705,32 €	1 650 520,78 €	11 937 782,75 €	1 100 000,00 €	1 400 000,00 €	82 294,68 €
2020	294 725,63 €	1 398 262,42 €	1 692 988,05 €	11 339 520,33 €	1 400 000,00 €	800 000,00 €	-598 262,42 €
2021	251 778,51 €	1 451 340,37 €	1 703 118,88 €	9 888 179,96 €	1 000 000,00 €	0,00 €	-1 451 340,37 €
2022	238 668,89 €	1 508 218,89 €	1 746 887,78 €	9 379 961,07 €	1 500 000,00 €	1 000 000,00 €	-508 218,89 €
2023	278 990,66 €	1 558 078,35 €	1 837 069,01 €	9 021 882,72 €	2 000 000,00 €	1 200 000,00 €	-358 078,35 €
2024	335 168,72 €	1 739 802,31 €	2 074 971,03 €	9 282 080,41 €	2 000 000,00 €	2 000 000,00 €	260 197,69 €
2025	360 493,00 €	1 875 375,00 €	2 235 868,00 €	10 906 705,41 €	2 000 000,00 €	3 500 000,00 €	1 624 625,00 €
2026	348 863,00 €	1 795 553,00 €	2 144 416,00 €	10 611 152,41 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	-295 553,00 €
2027	346 751,00 €	1 676 138,00 €	2 022 889,00 €	10 435 014,41 €	1 500 000,00 €	1 500 000,00 €	-176 138,00 €

simulation

En 2021 pas d'emprunt en 2020

En 2022, emprunt 2021 de 1 000 000€

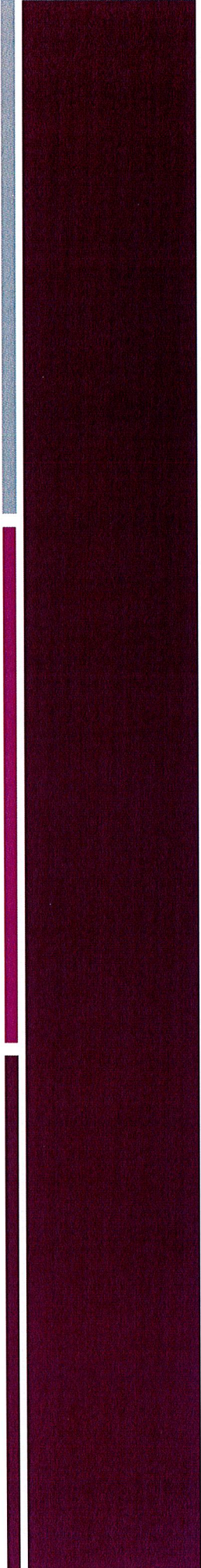
En 2023, emprunt 2022 de 1 200 000€

En 2024, emprunt 2023 de 2 000 000€

En 2025, emprunt 2024 de 2 000 000€ + simulation emprunt 2025 de 1 500 000 € - taux fixe 3,19 (prospective finance active)

Simulation emprunt en 2026 de 1 500 000 € - taux fixe 3,19 (prospective finance active)

Simulation emprunt en 2027 de 1 500 000 € - taux fixe 3,19 (prospective finance active)



# ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2025



## **I) Stratégie financière**

La succession des chocs (économiques, sanitaires et géopolitiques) a créé un climat d'incertitude obligeant la Municipalité à intégrer cette réalité dans ses choix et ses prospectives. La Municipalité veillera à maintenir la qualité de ses services publics.

- maintenir l'enveloppe des subventions accordées aux associations,
- ne pas augmenter les taux de fiscalité,
- limiter les dépenses réelles de fonctionnement afin que le budget s'inscrive dans la continuité du plan de sobriété,
- maintenir une gestion patrimoniale active afin de réduire les coûts de fonctionnement des bâtiments énergivores,
- concentrer, en investissement, les efforts financiers sur les projets structurants prévus dans le programme politique. Il est nécessaire de maîtriser les dépenses pour investir dans l'avenir,
- continuer de mobiliser le levier des subventions pour assurer le financement des projets structurants et faire coïncider le calendrier des projets au calendrier des subventions.

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2025 : 18 934 000€

<b>Recettes dont :</b>	<b>Montant</b>
Maintien de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)	+ 12 000€
Maintien de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)	+ 7 000€
Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)	= (140 000€)
Revalorisation des bases fiscales des impôts locaux et compensation TFB des locaux industriels	+117 000€
Produits des services	- 14 000€

La Ville prévoit un maintien de la DSU et de la DSR pour 2025, la commune y étant éligible depuis 2017 et 2020 pour la DSR, son montant est réévalué chaque année.

Maintien également de la DSC pour 2025, les montants n'étant pas connus à ce jour, le montant 2024 a été inscrit.

La revalorisation des bases fiscales des impôts locaux et de la compensation de la TFB des locaux industriels est de 1,7 % pour l'année 2025. Est également pris en compte l'exonération de la TFPB suite à l'entrée du quartier du Clairval en QPV.

Concernant les produits des services, le montant estimé a été réévalué légèrement à la baisse par rapport au BP 2024. Les autres recettes sont estimées à un niveau stable pour l'exercice 2025.



### Les perspectives d'évolution des dépenses réelles pour 2025 : 16 678 000€

Dépenses dont :	Montant
Budget démocratie participative	= (10 000€)
Fluides	- 300 000€
Diminution de la masse salariale	- 40 000€
Subventions aux associations	+27 000€
Manifestation "les Juliobonales"	-111 000€

Le montant du budget "démocratie participative" a été reconduit pour l'année 2025 afin que les conseils de quartier puissent mener à bien leurs projets.

Le budget consacré aux fluides est à nouveau en baisse pour 2025 suite aux nouveaux tarifs des marchés renouvelés en 2024 par le SDE 76.

Malgré la hausse de 3 points des cotisations CNRACL, le budget est en légère baisse. Cela est dû à une gestion optimale des ressources humaines.

Afin de continuer d'apporter son soutien aux associations, l'équipe municipale a décidé de maintenir le montant de l'enveloppe des subventions attribuées aux associations.

En 2025, il n'est pas prévu la manifestation "les Juliobonales" .

## SECTION INVESTISSEMENT

Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2025 : 6,1 M€

Recettes	Montant
Epargne brute	1 890 000€
Résultat N-I	2 200 000€
Emprunt	1 500 000€
FCTVA	279 000€
Subventions	200 000€
Taxe d'aménagement	40 000€

Autofinancement (hors amortissements)

L'autofinancement est constitué par l'épargne brute, déagée par la section de fonctionnement majorée des résultats de l'année N-I. Elle est utilisée en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité. Le surplus, constituant de l'autofinancement net, permettra le financement des investissements prévus par la collectivité.



Les perspectives d'évolution de dépenses d'investissement pour 2025 : 6,1 M€ (dont 1,875 M€ de remboursement de capital de la dette)

Dépenses dont :	Montant
Grands Projets	2 500 000€
Gestion et entretien du patrimoine	700 000€
Développement urbain	260 000€
Equipements des services	250 000€
Investissements récurrents	200 000€
PPI	300 000€
Autres dépenses d'équipement	100 000€
Remboursement du capital de la dette	1 875 000€

Le niveau des dépenses d'investissement estimé pour 2025 permet, dans les projections, de maintenir un résultat d'exercice et un fonds de roulement positif. Le résultat N-1 estimé permet d'abonder en partie l'enveloppe d'investissement.

## **2) Stratégie de gestion**

Avant tout projet, une étude devra être réalisée afin de déterminer :

- Pour les projets de fonctionnement :
  - les objectifs du projet en lien avec les besoins et intérêts de la population,
  - l'analyse des coûts / bénéfices en veillant à ce que l'opportunité de nouvelles dépenses soit analysée et que celles-ci s'inscrivent dans les orientations et priorités politiques,
  - un bilan qualitatif et quantitatif du projet échelonné sur plusieurs années,
  - réfléchir à un passage en revue des dépenses publiques pour éliminer les dépenses inefficaces ou non prioritaires.
  
- Pour les projets d'investissement :
  - la définition des objectifs du projet en lien avec le projet politique, les besoins et intérêts de la population, le maintien ou l'amélioration de l'état du patrimoine, les économies énergétiques... ,
  - les coûts d'investissement du projet,
  - les charges induites pour les années futures (coûts directs et annexes).